



# THOMAS BECKER

Secrétaire permanent adjoint au département de la politique internationale et du changement climatique du ministère danois du climat et de l'énergie

## 1) Quel est l'état du monde ?

Deux défis : le changement climatique et la sécurité énergétique. Le monde est confronté à deux défis interdépendants : le changement climatique et la sécurité énergétique.

Changement climatique : la science (GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a clairement indiqué que le climat change rapidement et entraîne des conséquences catastrophiques pour de nombreux pays et de nombreuses vies (dont les moindres ne sont pas dans les pays les plus pauvres), sans oublier les effets très négatifs sur le PIB mondial et la sécurité mondiale. Cela continuera, À MOINS qu'une action mondiale ne soit entreprise d'urgence, qui permettra de réduire la catastrophe. La science nous dit ce qui est nécessaire : un objectif de stabilisation de l'émission des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à 450 ppm, équivalent à une augmentation de température de 2 degrés. Pour atteindre ce résultat, les gouvernements doivent s'engager sur des objectifs et des politiques nationales de réduction de gaz à effet de serre. Pas de doute : la société mondiale des nations a un intérêt collectif dans une action collective urgente, mais les effets du changement climatique se manifestent à long terme et certains pays seront beaucoup plus touchés que d'autres. Ainsi, la grande question est de savoir si les pays qui doivent le faire sont prêts à payer le prix ou c'est de chacun pour soi ? Bref, nous sommes confrontés à un problème d'action collective.

Sécurité énergétique : les prix record du pétrole au cours des 5 dernières années, la dépendance envers les combustibles fossiles de certaines des régions les plus instables du monde, et en plus, la combinaison des ressources limitées de combustibles fossiles et de l'augmentation des besoins en énergie dans l'avenir, tous cela présente des défis assez sévères pour tous les pays du monde.

Solutions : les défis de la sécurité énergétique combinés à l'imminence de la catastrophe du changement climatique font qu'il est nécessaire pour les sociétés de s'engager dans l'efficacité énergétique qui est à portée de main, et d'investir massivement dans des sources d'énergies renouvelables et dans des technologies à faible taux de carbone. Nous n'avons pas seulement besoin d'investissement public à redéployer dans cette direction, mais la clé est d'obtenir que les plans d'investissement privés se redéployent également, car c'est là que sont les vrais financements.

Alors, comment faisons-nous avec tout cela? Ma proposition est que les gouvernements DOIVENT résoudre certains des aspects importants de ces défis à Copenhague, en 2009, lors de la COP15.

Un accord mondial sur les changements climatiques devrait fixer des objectifs pour les émissions ! - cela signifiant des engagements de la part des pays développés pour des objectifs suffisants de réduction des GES à court et à long terme. Ces engagements devront à leur tour être mis en pratique dans les politiques nationales et dans la réglementation de chaque pays afin de définir un prix pour les émissions de carbone et de créer à long terme les conditions nécessaires et les incitations pour les investissements privés dans les solutions écologiques. (par ex. des plans nationaux d'allocation détaillés, des plans détaillés pour la production d'énergies renouvelables, des quotas d'émission pour les entreprises, des taxes CO2, des taxes sur l'énergie, des normes, des échanges de droit d'émission, la suppression des barrières, des subventions pour les énergies renouvelables et ainsi de suite).

Toutefois, pour ce faire, les acteurs les plus importants ont besoins de sentir que c'est une bonne affaire (pour les 5 mesures). Cela signifie que les économies émergentes doivent également aboutir à des réductions à un niveau national approprié. Et cela signifie que les pays développés doivent fournir suffisamment d'instruments pour la diffusion des technologies et leur adaptation au monde en développement.

Les États-Unis sont la clé : ma conviction est que la clé pour obtenir cet accord, ce sont les États-Unis. S'ils prennent les choses en main, cela créera la dynamique nécessaire pour entraîner les autres acteurs les plus importants, à la fois ceux des pays développés et ceux des pays en développement. Et maintenant nous attendons, et nous attendons le 20 janvier.

2. Où va le monde? Eh bien, est-ce que je crois que les gouvernements vont relever ce défi et assurer la gouvernance en conséquence ? Est-ce que le multilatéralisme aura une chance?

Eh bien ... Dans ma fonction, il faut être optimiste - c'est la réponse courte. La réponse plus longue est que la route est couverte d'obstacles avant que cet objectif ne soit atteint - et nous trouverons sans cesse de nouveaux obstacles sur notre chemin. Mais permettez-moi de faire un petit bilan sur les raisons d'être pessimiste ou optimiste ...:

*Pourquoi faudrait-il être pessimiste ?*

Tout d'abord, la crise financière actuelle. Probablement pas la meilleure motivation pour les gouvernements pour : 1) mettre la question du climat tout en haut de l'agenda politique, 2) mettre davantage de charges financières sur les entreprises et les contribuables en conséquence de la législation verte, ou 3) trouver les fonds nécessaires pour les investissements gouvernementaux dans de nouvelles infrastructures vertes et le développement technologique. Toutefois, il y aura probablement la motivation de récolter les fruits des gains d'efficacité énergétique.

Deuxièmement, même si cet obstacle est surmonté, la question demeure de savoir si les États-Unis seront en mesure : 1) d'aller assez loin dans le niveau de leur ambition pour convaincre le monde en développement que les États-Unis ont pris leur juste part - et 2) d'être assez rapide pour obtenir du Congrès une législation sur le climat pour que les négociateurs américains puissent prendre un engagement en Décembre 2009. Ces questions sont encore des points d'interrogation !

*Pourquoi devrions-nous être optimistes?*

Premièrement : l'UE fait preuve de leadership dans ce processus. 20 à 30 % visés. Et je pense que c'est un projet de prestige pour l'UE, ce qui rend impossible de ne pas l'atteindre - malgré les obstacles actuels et le marchandage sur le partage de la charge, sur les émissions de carbone et sur la taxe d'ajustement aux frontières.

Deuxièmement, les deux candidats à l'élection présidentielle aux États-Unis ont continué de parler de climat, de sécurité énergétique et d'énergies renouvelables - même après le lundi noir. C'est à des années-lumière de la position que nous pensions être possible il y a juste un an !

En outre, les points d'interrogation pour savoir « si les États-Unis iront assez vite » sont exagérés à mon avis. Lorsque nous avons choisi l'année 2009, il y a quelques années, nous avons examiné deux options, 2009 et 2010, et avons consulté un groupe d'expert américain avant de choisir. Et notre analyse a été, comme toujours : que 2009 est proche, mais tout dépend de la volonté politique. Une volonté politique qui sera destinée à montrer des résultats au niveau international. En 2010, nous nous reconcentrerons sur le moyen terme. En 2009, un nouveau président doit montrer qu'il peut aboutir à des résultats sur la scène internationale

Ma propre conviction est qu'un nouveau président n'aura pas une meilleure chance de redorer la réputation des États-Unis à l'échelle internationale, et d'améliorer ses relations diplomatiques avec l'UE et le reste du monde. En fait, « mettre un peu de capital diplomatique dans la banque », qui pourrait être récupéré dans le cadre de certains des autres grands défis de sécurité auxquels les États-Unis sont confrontés sur la scène internationale : par ex. la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, la gestion de l'Iraq, la prolifération nucléaire en Iran – n'est sans doute pas la pire idée !

Enfin, je suis optimiste quand je vois quelques-unes des initiatives qui ont commencé à apparaître à partir de plusieurs de pays émergents. Par exemple, l'Afrique du Sud a élaboré une stratégie nationale sur le changement climatique et la Chine a développé une stratégie sur l'énergie. Pas de doute : ces mouvements sont importants si nous voulons trouver des moyens d'inclure les pays gros producteurs d'émissions et les plus riches des pays en développement dans la



lutte contre le changement climatique. (dans un proche avenir, cela se traduira par des écarts par rapport à l'émission de référence fixée pour 2020, pour les pays en développement les plus riches - sinon plus.)

3. Que peut-on faire pour améliorer la gouvernance du monde ? En bref : remettre les États-Unis sur la voie du multilatéralisme sur la scène internationale ! Non pas que cela résoudra tout : nous avons encore besoin de convaincre les autres grandes puissances telles que "Noblesse oblige" la Chine, l'Inde ou la Russie -, mais il faudra certainement redonner du muscle au système de l'ONU pour faire face aux défis mondiaux.